


La traite des personnes en Afrique de l'ouest : analyse du cadre juridique et politique de la protection des victimes.

*Etude réalisée par l'UNOWA en
collaboration avec le HCDH/BRAO*

Rédacteur : Sadikh Niass Consultant

Introduction

- Le phénomène de la traite des personnes est très complexe et difficile à circonscrire du fait qu'il implique plusieurs acteurs dont les niveaux de responsabilité varient en fonction des groupes concernés et de la nature des problèmes qu'il engendre.
- Plusieurs recherches et publications ont été réalisées dans le domaine de la traite. Pour se singulariser des recherches précédentes et apporter une plus-value, la démarche de l'étude a été axée sur les droits de l'homme, notamment le respect des normes internationales et la protection des groupes vulnérables qui sont les victimes potentielles ou réelles de la traite des personnes.
- Les normes internationales de référence sont celles issues des instruments de protection des droits de l'homme. Dans le contexte de cette étude, elles concernent essentiellement le respect du droit à la vie, le principe de non discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le respect de la vie privée des victimes, et la liberté de circulation des personnes et des biens, etc.

- 
- Pour contribuer aux efforts consentis par les Nations Unies et la CEDEAO pour lutter efficacement contre la traite de personnes, notamment des femmes et des enfants, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest(UNOWA), en partenariat avec le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCHD/BRAO), a initié cette étude analytique des législations et des politiques dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest. Celle-ci vise à déboucher sur des solutions ou des recommandations susceptibles, si elles sont mises en œuvre, de renforcer la lutte contre la traite des personnes et d'améliorer la situation de millions de personnes, notamment de femmes et d'enfants dans les pays membres de la CEDEAO.



Les *Objectifs de l'étude*

- Faire une étude comparative des législations, politiques et pratiques dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest et évaluer leur compatibilité avec les normes internationales,
- Suggérer un cadre pour l'élaboration de loi contre la traite des personnes,
- Dresser une feuille de route pour combattre la traite des personnes.



Méthodologie

L'essentiel de la recherche a été consacré à l'examen des législations, des politiques et pratiques dans le domaine de la traite des personnes et à l'évaluation de l'ampleur du phénomène dans les secteurs suivants :

- La traite et l'exploitation des enfants en Afrique de l'Ouest,
- L'exploitation sexuelle des femmes,
- Le transfert et transport des migrants et demandeurs d'asile.

L'étude a été dominée par une recherche qualitative dont les phases successives sont les suivantes :

- Une période de recherche documentaire,
- Une phase de collecte d'informations relatives à la législation et aux politiques dans le domaine de la traite des personnes, avec des entretiens directifs et semi-directifs, la participation à des rencontres, exploitation de questionnaires d'enquête.



Dans le cadre de la recherche de données dans les pays de la CEDEAO, nous avons procédé par :

- des visites de terrain au Sénégal durant le mois de janvier, en Gambie du 2 au 5 mars 2010, au Bénin du 11 au 14 mars 2010 et au Nigéria du 14 au 18 mars 2010 ;
- des correspondances directes avec les Bureaux des Nations Unies au Mali, au Burkina-Faso, au Liberia, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Togo.
- Une revue bibliographique dans les autres pays (Niger, Cap-Vert, Sierra Léone, Ghana et Guinée).
- Une phase d'exploitation des données et de rédaction de rapport.

Cadre juridique international de la traite des personnes

La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, le protocole de Palerme servent aujourd'hui d'instruments internationaux de référence pour combattre la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants dans le monde.

Toutefois, existent d'autres instruments internationaux, tels que :

- La Charte Internationale des Droits de l'Homme,
- Les instrument de protection des réfugiés, personnes déplacées et apatrides
- Les conventions sur la protection des migrants
- Les conventions relatives à toute forme de discrimination à la torture et l'esclavage
- Les instruments relatifs à la femme et à la fille
- Les instruments relatifs à l'enfant
- Les conventions de l'OIT

Le cadre juridique et institutionnel sous-régional

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions où le phénomène de la traite des personnes est le plus développé. Des initiatives pour y faire face ont été prises:

- Traités et accords multilatéraux et bilatéraux de coopération dans le domaine: plusieurs pays de la CEDEAO ont signé des accords de coopération ou d'extradition avec d'autres pays y compris des pays non africains.
- Accord multilatéral de coopération en matière de lutte contre la traite signé en juillet 2005 entre neuf pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Togo.



Des mesures ont été adoptées dans le cadre de la CEDEAO :

- La Déclaration de la CEDEAO sur la lutte contre la traite (2001) ;
- Plans d'action de la CEDEAO (dont le dernier pour 2008-2011);
- Le Plan d'action conjoint CEDEAO/CEEAC visant à lutter contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre (2006-2009) ;

Ces instruments qui doivent être complémentaire au cadre normatif institué par d'autres instruments de base de la CEDEAO, tels que:

- La Convention de la CEDEAO relative à la libre circulation des personnes et des biens de 1975 ;
- Le Traité communautaire de la CEDEAO, révisé en 1993 et le Protocole relatif à la liberté de mouvement des biens et des personnes ;

Cadres juridiques et institutionnels nationaux

Deux types de pays en Afrique de l'Ouest:

- Les pays qui disposent de législation spécifiques contre la traite de personnes, même si les différentes législations ne donnent pas toujours une même définition de la traite des personnes.
- Les pays ne disposant pas encore de lois spécifiques contre la traite des personnes et qui se servent de lois portant sur d'autres phénomènes similaires



Les principales victimes de traite des personnes en Afrique de l'Ouest.

Il ressort des constats que la traite des personnes en Afrique de l'Ouest concerne surtout trois types de victimes que sont :

les enfants, les femmes et les migrants.

A- Les enfants : exploitation et recrutement forcé

- La traite d'enfants est surtout notée dans les cas suivants:
- La traite pour la main d'œuvre,
- L'exploitation de la mendicité (enfants talibé),
- La prostitution et la pornographie mettant en scène des enfants surtout dans des sites touristiques,
- L'exploitation de la main d'œuvre infantile dans des plantations agricoles, dans les carrières de granite et les mines,
- Le travail domestique,
- L'exploitation de la prostitution ,
- Le recrutement forcé d'enfants soldats,
- Le mariages précoces ou forcés.




B- . La traite des femmes et les pratiques assimilables

Nonobstant une protection internationale la femme et la jeune fille subissent des pratiques néfastes assimilables à l'esclavage et la traite des personnes.

Parmi les pratiques néfastes assimilées à la traite, deux ont pris une allure inquiétante dans la sous-région, à savoir :

- *La pratique du mariage forcé*
- *L'exploitation de la prostitution*



C- L'exploitation de la main d'œuvre des migrants vers les pays occidentaux et les pays du Golfe

Une autre forme de traite des personnes est notée dans les pays côtiers comme le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée et la Guinée Bissau, qui sont les principaux pays de transit et de provenance des migrations par mer vers l'Europe ou les Amériques.

Du fait de leur vulnérabilité en tant que migrants clandestins, des milliers de personnes sont exploitées.

Les contraintes ou difficultés de mise en œuvre des mécanismes de protection

Les raisons du manque de performance dans la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest sont variées et liées à

- *des facteurs internes :*

- pesanteurs socioculturelles;
- extrême pauvreté dans les communautés d'origine ;
- vulnérabilité du fait des catastrophes, des conflits ou du VIH/Sida;



- *des facteurs externes :*

- contexte de mobilité, de porosité des frontières et de liberté de circulation des personnes garantie par les instruments régionaux et internationaux;
- mondialisation de moyens de communication modernes (cyber criminalité) et de prolifération de réseaux transnationaux de crime organisé difficile à contenir à l'échelle des pays de la CEDEAO.

Directives pour l'élaboration de législation contre la traite des personnes en Afrique de l'ouest:

Le préambule :

- Dès le préambule, la loi doit fixer le cadre dans lequel se passe la lutte contre la traite, proclamer la protection des victimes, la préservation de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales, et dégager des stratégies de poursuite des auteurs.
- Dans le préambule rappeler tous les instruments internationaux de protection des droits de l'Homme dont l'Etat est partie prenante.
- Et pour marquer la spécificité africaine et même sous-régionale, le préambule doit mentionner la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux réfugiés africains, la Charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples, la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, le Protocole à la Charte africaine sur les droit de la femme africaine et les Instruments de la CEDEAO relatifs à la libre circulation des personnes et des biens et aux droit d'établissement et de résidence.

Quelques dispositions qui doivent figurer dans une loi contre la traite des personnes :

Article premier :

- Cet article peut exposer les définitions des termes utilisés dans la loi. Le Protocole sur la traite des personnes définit la traite par trois ensembles d'éléments essentiels et interdépendants.

Article 2 : peut servir à fixer les buts visés par la loi :

Les buts de cette présente loi sont :

- de prévenir et de combattre la traite des personnes, au (pays);
- de protéger et d'assister les victimes de la traite, dans le respect total de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales;
- de poursuivre et de condamner les trafiquants ;
- de promouvoir et de faciliter la coopération internationale en vue d'atteindre ces objectifs.

Articles suivants consacrés:

Aux éléments constitutifs de l'infraction (criminalisation) en référence à l'article 5 du Protocole de Palerme:

- ***L'acte***: recrutement, transport, transfert, hébergement ou accueil de personnes;
- ***Les moyens***: par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur la victime;
- ***Le but***: L'exploitation de la victime, qui comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes ;

Autres considérations concernant la protection des enfants victimes et témoins:

- procéder au plus tôt à une détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant;
- mettre en place des mesures spécifiques de protection de l'enfant telles que la prise en charge par un tuteur ;
- chercher à déterminer si les parents ont été impliqués dans la traite de leur enfant (ainsi, savoir quelle attitude tenir vis-à-vis d'eux).

Autres dispositions:

- mettre en place un système national de référence des victimes avérées ou potentielles de la traite entre les organes responsables de la lutte contre la traite et ceux responsables du processus d'asile ou d'autres formes de protection internationale;
- faire figurer dans une loi type les moyens et stratégies de lutte contre la traite des personnes, notamment la recherche, l'investigation, l'échange d'informations, la prévention et la coopération entre Etats partageant les mêmes préoccupations.

Conclusion et recommandations

- En vue de renforcer la lutte contre la traite des personnes dans la sous région, la CEDEAO devra aider les Etats à harmoniser les législations et les plans d'action nationaux, afin de faciliter la coopération et la coordination dans ce domaine car la traite des personnes est un phénomène qui transcende les frontières et les juridictions des pays.
- La coopération et la coordination doivent aller au delà des frontières de la CEDEAO et s'étendre aux autres pays de destination des victimes en Afrique et en Europe.

- Nous recommandons :

Pour la CEDEAO:

- L'appui aux Etats membre pour une harmonisation des législations et des actions de lutte dans le domaine de la traite des personnes;
- Le renforcement des moyens de l'unité anti-traite de la CEDEAO et le recrutement de personnel supplémentaire;
- La vulgarisation des meilleures pratiques dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest.

Recommandations (suite)

Pour l'Union Africaine:

- L'intégration de la traite des personnes dans son agenda avec la nomination d'un expert ou d'un rapporteur spécial chargé de cette question à la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Ledit Rapporteur Spécial devra travailler en harmonie avec le Comité africain sur les Droits et le Bien-être de l'enfant pour la protection de l'enfant africain.

Pour les Etats:

- La mise en place de comités de surveillance;
- Le renforcement de la Coopération bilatérale et multilatérale entre pays d'origine, de transit et de destination aussi bien entre Etats africains qu'avec les pays de destination;
- Le remplacement des comités de suivi nationaux par des Agences gouvernementales à l'image de la NAPTIP (Nigéria);
- La prévention en mettant un accent particulier dans la scolarisation ou la formation des enfants à risque. Ce travail doit être précédé par une identification des milieux et des groupes à risque dans le cadre d'une approche communautaire prenant en compte les besoins des familles des victimes de la traite des personnes;
- Le renforcement de la coopération avec les partenaires internationaux afin d'assurer le renforcement des moyens et des capacités au sein des Etats.

Recommandations (suite)

Pour les Nations Unies:

- Donner les moyens suffisants au rapporteur spécial sur la traite des personnes lui permettant de nouer des relations de travail avec la CEDEAO, la CEEAC et les autres Organisations sous-régionales de même qu'avec l'Union Africaine, particulièrement avec le Comité Africain sur les Droits et le Bien-être de l'enfant.



Merci de votre aimable attention